

Repenser le soutien aux stratégies communautaires d'autoprotection : une étude de cas en Ouganda

Jessica A Lenz

Les communautés locales continueront de trouver des moyens de répondre aux risques qui les accablent, avec ou sans appui humanitaire. La communauté internationale pourrait toutefois améliorer ces solutions.

Dans chaque crise, les personnes trouvent toujours des moyens ingénieux de se protéger. C'est le cas par exemple des Soudanais qui creusent des tranchées dans les marchés pour se protéger des bombardements aériens, des Afghans et des Syriens qui construisent des écoles et des cliniques sous terre pour continuer de fournir des services vitaux, des Centrafricains qui utilisent la radio pour transmettre des messages cruciaux aux personnes en danger, ou encore des dirigeants colombiens négociant directement avec les groupes armés pour empêcher l'enrôlement des enfants dans les conflits armés. Bien que les acteurs humanitaires reconnaissent l'importance de la protection à base communautaire ou de l'autoprotection, ils peinent à exploiter ces solutions. Trop souvent, leurs programmes négligent d'identifier et de renforcer les stratégies de protection existantes, si bien

qu'ils risquent d'affaiblir les structures qui aident les personnes à rester en vie et hors de danger.

Les différentes composantes pour répondre aux risques incluent d'atténuer les menaces, de réduire les vulnérabilités et d'accroître les capacités. L'action humanitaire tend fréquemment à mettre l'accent sur l'atténuation des vulnérabilités et le renforcement des capacités et donc à négliger de s'attaquer aux menaces, la troisième composante des risques. Par exemple, en Colombie, alors que les acteurs humanitaires investissent dans des programmes éducatifs pour réduire la vulnérabilité des enfants qui pourraient rejoindre les groupes armés, les membres de la communauté établissent des réseaux ou engagent un dialogue avec les groupes armés pour réduire cette menace. Bien que ces actions soient toutes nécessaires, l'équilibre entre ces efforts est souvent faussé, les communautés

octobre 2016

www.fmreview.org/fr/protection-communautaire

endossant un rôle prépondérant pour trouver des solutions à certains des risques les plus prononcés et les plus répandus. Alors que les programmes humanitaires fournissent effectivement un appui et des services vitaux tels que des abris, des denrées alimentaires et des traitements médicaux, leurs programmes s'attachent rarement à prévenir ou réduire l'exposition aux risques les plus graves qui menacent les personnes pendant une crise, tels que l'enlèvement, les violences sexuelles et les attaques indiscriminées.

Depuis plusieurs années, un certain nombre d'ONG cherchent à renforcer l'action humanitaire afin de réduire les risques auxquels les personnes sont confrontées pendant une crise. Une initiative, le Programme de protection axé sur les résultats (Results-Based Protection Program) dirigé par InterAction, cherche à promouvoir un changement fondamental dans la manière dont sont conçues et évaluées les interventions humanitaires visant à améliorer la protection et dans la manière dont les théories du changement sont développées, mises en œuvre et suivies. L'objectif est de modifier comment l'action humanitaire prévient et répond aux violences, aux coercitions et aux privations délibérées que les personnes subissent pendant les crises. La pratique actuelle peut souvent s'avérer rigide et trop généraliste et donner priorité à des listes de contrôle plutôt qu'à des techniques de résolution des problèmes pour comprendre et résoudre les problèmes de protection. Le Programme de protection axé sur les résultats met en avant des méthodes de résolution de problèmes à la fois participatives, analytiques, réflexives, adaptatives et itératives. Cette approche s'articule autour du besoin d'identifier ce que les personnes font déjà pour elles-mêmes et d'ouvrir un dialogue afin de mettre en lumière ce qu'il faudrait faire pour soutenir ses solutions.

Les solutions qui fonctionnent suivent souvent une croissance organique en partant des personnes qui se trouvent au plus près des problèmes. Par conséquent, pour résoudre ces problèmes, les acteurs humanitaires doivent changer le point de départ de leur action et partir des personnes elles-mêmes. Les acteurs externes doivent définir des méthodes de communication adaptées avec les personnes touchées, ce qui implique de comprendre qui sont les « gardiens » des informations et comment ils peuvent aider ou au contraire entraver la réduction des risques. Ils doivent également garantir la participation véritable des populations dès les premières étapes d'une intervention, puis tout au long de celle-ci. En aidant les acteurs humanitaires à répondre aux besoins informationnels de la population,

cette approche renforce par là-même leur capacité d'agir et réduit leur exposition aux risques. Les informations doivent être pertinentes, exactes, issues de sources fiables et accessibles par les différents groupes composant la population. De plus, ces informations peuvent renforcer la confiance en donnant aux populations des moyens d'évaluer les menaces qui les entourent et peuvent également donner aux populations la capacité d'élaborer des solutions communautaires en recourant à la collaboration, à la négociation et à des solutions pratiques.

Si les acteurs humanitaires partent de l'expérience de la population touchée pour identifier les menaces spécifiques, qui y est exposé et pourquoi, il leur est alors possible de ventiler les schémas de risque au-delà du sexe et de l'âge pour inclure également le genre, l'ethnicité, le moment, l'emplacement, l'affiliation politique, la religion, le handicap, le statut économique et d'autres facteurs ayant des implications en matière d'exposition aux menaces. Les acteurs humanitaires doivent identifier les capacités que les personnes peuvent mettre à profit pour réduire les menaces et/ou les vulnérabilités face à une menace, et reconnaître l'importance de l'établissement de relations et de partenariats (y compris avec les populations touchées) pour résoudre les problèmes de manière collaborative dans différents domaines en vue de réduire les risques. La résolution des problèmes de protection implique d'adopter volontairement une approche visant à mobiliser les acteurs concernés pour cultiver les complémentarités entre leurs rôles.

Une étude de cas du nord de l'Ouganda¹

Au plus haut de la crise dans le nord de l'Ouganda en 2003, l'Armée de résistance du Seigneur (ARS) a enlevé de nombreuses jeunes filles qui ont été forcées d'épouser des chefs militaires. Dans les cas où cela s'est conclu par des naissances d'enfants, certaines d'entre elles ont trouvé des moyens d'assurer la survie leur bébé en vie en l'abandonnant secrètement près d'églises et de couvents. Comme dans la plupart des crises, ce sont les personnes les plus sévèrement touchées qui ont trouvé des solutions - mais il aurait été possible d'améliorer ces solutions de diverses manières. Cette étude de cas illustre comment une approche basée sur la résolution des problèmes peut améliorer les solutions communautaires.

- **Le problème** : des enfants en captivité essayant d'échapper à l'ARS.
- **La solution de protection communautaire** : les enfants en captivité communiquaient

secrètement par leurs propres moyens avec d'autres enfants afin de se tenir informés des endroits sûrs : les endroits où ils pouvaient s'échapper et ceux (à proximité des églises et des couvents) où ils pouvaient abandonner leur bébé afin qu'il reste en vie.

- **La solution améliorée** : faire participer les enfants qui avaient été victimes d'enlèvement à la conception et à l'utilisation de technologies de communication permettant d'envoyer des messages à leurs amis et d'autres personnes toujours en captivité, en vue de les aider à s'échapper.

Il a d'abord fallu un énorme effort pour obtenir la confiance et se faire accepter par la population touchée (dans ce cas, des enfants) afin de d'ouvrir un dialogue. L'objectif était de poser des questions et, sans jugement ni idée préconçue, de comprendre les éléments qui avaient aidé les enfants à s'échapper et ceux qui créaient des

risques supplémentaires. Par le biais de groupes de discussions, d'entretiens individuels (par des pairs) et d'activités semblables à des ateliers, les enfants ont fait part de leur expérience. Il est alors apparu que, pendant leur captivité, ils étaient généralement capables d'accéder à des radios et d'écouter des messages diffusés par des stations locales. Bien que de nombreux messages demandaient avant tout le « retour des enfants » sans crainte de rétribution, certaines des informations diffusées parlaient des services et des centres de réhabilitation. Les enfants ont affirmé que la connaissance de ces services de soutien les a motivés à continuer de trouver des moyens de s'échapper et de ne pas abandonner tout espoir ou de ne pas craindre d'être rejetés par la communauté s'ils parvenaient à y retourner.

Au cours de ce dialogue, les enfants ont souligné que, bien que les programmes radiophoniques étaient informatifs, ils ne communiquaient pas (en toute sécurité) où les



HCR/Brian Sokol

Sœur Angélique Namaika (lauréate de la distinction Nansen du HCR pour les réfugiés) accompagne une femme déplacée interne ayant subi un viol et son jeune fils pour un contrôle prénatal. Cette jeune Congolaise a été enlevée par l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), a été violée et s'est trouvée enceinte avant d'avoir été libérée par l'armée ougandaise. Lorsqu'elle est rentrée chez elle, sa famille l'a rejetée et elle a été forcée de vivre dans la rue en cherchant à se nourrir elle-même et son enfant en vendant du charbon de bois. Sœur Angélique l'a recueillie, lui a enseigné une activité génératrice de revenus et l'a aidée à s'occuper de son fils malnutri. Deux plus tard, cette jeune femme est maintenant mariée, elle est capable de subvenir à ses besoins et elle est enceinte de son deuxième enfant.

octobre 2016

www.fmreview.org/fr/protection-communautaire

enfants pouvaient s'échapper ni comment. Les contacts essentiels, les emplacements sûrs, les compétences utiles que les enfants pouvaient mettre à profit, par exemple des méthodes de persuasion, et les événements à venir qui pouvaient être utilisés comme des occasions de s'échapper... en s'y prenant avec précaution, toutes ces informations pouvaient être assemblées dans des messages pertinents et informatifs.

Suite à ce dialogue, les enfants ont commencé à organiser une émission radiophonique visant particulièrement à soutenir les enfants qui étaient déjà rentrés chez eux. L'objectif était de leur fournir un soutien psychosocial et de partager des expériences auxquelles les enfants ayant été victimes d'enlèvement pourraient s'identifier et desquelles ils pourraient tirer des leçons pour faciliter leur réintégration. Il existait déjà des programmes radiophoniques organisés par des clubs de défense des droits des enfants qui abordaient la question des droits. Ce nouveau programme visait à élargir ces initiatives et faire participer des enfants qui avaient été victimes d'enlèvement en tant qu'intervenants « invités ».

À cette fin, il a fallu analyser rigoureusement les risques qui pouvaient menacer les enfants qui avaient été victimes d'enlèvement. Leur voix serait-elle reconnue, et cela pourrait-il leur porter préjudice ou risqueraient-ils d'être de nouveau enlevés ? Quand les enfants en captivité entendaient un enfant particulier s'exprimer, feraient-ils confiance à cette source ? Et inversement, s'ils ne reconnaissaient pas cette voix, ignoraient-ils le message ? Si les membres de la communauté reconnaissaient la voix derrière le message, l'enfant concerné risquerait-il d'être stigmatisé ? L'analyse de ces risques avec les enfants a permis à chacun d'entre eux de prendre une décision éclairée concernant sa participation ou non à cette forme de communication.

Lors de la diffusion des programmes au sujet des droits des enfants, ces derniers pouvaient partager leurs expériences et diffuser des messages destinés aux enfants qui s'étaient déjà échappés. Toutefois, ils savaient également que les enfants en captivité écoutaient probablement ces émissions si bien qu'ils élaboraient des messages que les enfants captifs pouvaient retenir et auxquels ils pouvaient s'identifier, décrivant les compétences qu'ils pourraient utiliser et donnant des informations sur les endroits considérés comme des lieux sûrs où s'échapper et où il était facile d'obtenir un soutien.

Mise en application des enseignements

Même si l'impact de cette initiative n'a jamais été évalué en vue de déterminer si

ces messages facilitaient ou non la fuite ou la libération des enfants enlevés par l'ARS, il est possible de tirer des enseignements précieux d'une telle approche de la protection axée sur la résolution des problèmes qui appuyait et renforçait les mécanismes existants de protection à base communautaire.

Dans le cadre de l'analyse et de la compréhension des tendances contextuelles des risques, le dialogue avec les anciennes victimes d'un risque particulier (ici, l'enlèvement des enfants) a permis, par la verbalisation de leurs expériences, d'éclairer l'intervention visant à répondre à ce risque particulier. De plus, en apprenant les histoires et les mécanismes de survie de ces victimes, les travailleurs humanitaires ont pu mieux comprendre comment renforcer ces mécanismes afin d'atténuer les risques et comment communiquer au mieux les informations. En outre, ils ont permis aux victimes elles-mêmes de mieux s'approprier la conception de cette initiative.

Le recours à de sources médiatiques locales déjà utilisées par la communauté et les enfants de l'ARS (et le renforcement de canaux de communication existants et approuvés par la communauté) s'est avéré important non seulement pour diffuser des messages mais aussi pour renforcer la possibilité de continuité. De plus, l'analyse des risques de protection et des considérations éthiques avec la population s'est avérée cruciale pour accroître les chances que l'initiative promeuve la protection et s'inscrive dans la durée.

La protection à base communautaire n'est pas nouvelle. Les personnes continueront de trouver des solutions, avec ou sans appui humanitaire, mais la communauté internationale peut améliorer ces solutions. En adoptant des méthodes qui favorisent l'écoute, l'engagement véritable et l'analyse des problèmes en partant de la perspective de la population touchée, nous pouvons réorienter notre manière de penser et refaçonner notre approche afin de soutenir plus efficacement les stratégies de protection d'une communauté donnée.

Jessica A Lenz Jlenz@interaction.org

Directrice principale de programme, Programme de protection axé sur les résultats, InterAction
<http://protection.interaction.org>

1. L'exemple donné s'appuie sur une initiative dirigée par plusieurs acteurs dont Save the Children-Danemark/Royaume-Uni, Quaker Peace and Social Witness, World Vision et l'auteure (qui travaillait alors comme chercheuse indépendante).